

COMMUNIQUE DE PRESSE :

Solidaires Finances Publiques 77 se lance également en campagne

Solidaires Finances Publiques 77, 1ère organisation syndicale à la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) de Seine et Marne, dénonce les conditions dans lesquelles s'ouvre la campagne d'impôts sur le revenu qui devrait durer un mois. Cette campagne se présente sous les pires conditions tant pour les usagers que pour les agents. Pour **Solidaires Finances Publiques 77**, plusieurs facteurs se conjuguent et risquent de créer de vives tensions dans les accueils aux Finances Publiques.

Il faut souligner d'abord les conséquences des baisses de moyens tant budgétaires qu'humains.

Elles se traduisent par des réorganisations incessantes et notamment par la suppression de sites de Finances Publiques. En 2 ans, 7 trésoreries ont été supprimées et éloignent nos services des usagers, et en particulier les plus fragilisés.

Il faut ajouter à cela, les nombreuses suppressions de poste, près de 600 en 15 ans à la DDFIP (- 37 500 en national), qui ne permettent plus à nos services d'être disponible à la hauteur des besoins de nos concitoyens. La réduction des horaires d'ouverture en est une traduction concrète. A cela, il faut également ajouter une dégradation plus qu'inquiétante des conditions de travail des agents.

L'amplification de la télédéclaration constitue un 2ème facteur de risque.

L'obligation de télé déclarer pour les contribuables disposant d'un revenu fiscal de référence supérieur à 28 000 € entraînera un flux légitime d'usagers qu'il faudra assister. Pour **Solidaires Finances Publiques 77**, s'adapter à « internet » est une nécessité mais rendre obligatoire la télédéclaration est contestable. De nombreux contribuables ne savent pas, ne peuvent pas ou ne désirent pas transmettre leur déclaration de revenus par internet. Cette disposition amplifie donc la fracture numérique et fait fi d'une partie de la population.

A cela, il faut ajouter l'insuffisance des personnels que Solidaires Finances Publiques dénonce. De l'aide aux différentes mesures fiscales s'ajoutera cette année, une assistance technique encore plus soutenue. La perspective de files d'attente interminables et de tensions semblent plus que crédibles.

Enfin, le PAS (Prélèvement A la Source) est la mauvaise nouveauté de cette année.

Solidaires Finances Publiques s'y oppose non pas pour des raisons dogmatiques mais parce qu'elle fait peser de nombreux risques : un risque budgétaire (recette fiscale moindre) car actuellement le taux de recouvrement liés à l'impôt sur le revenu est égale à 98 %, taux qui sera sans aucune doute moindre en passant par un tiers collecteur (entreprises, organismes de retraites, ...) ; risque pour les usagers car contrairement à l'idée affichée, ce nouveau mode de recouvrement constituera « une usine à gaz » et la simplification annoncée va faire de nombreux déçus parmi les usagers et même les tiers collecteurs ; enfin, risque pour les agents car après une première vague de formation, ils constatent la complexité du PAS et surtout la difficulté d'expliquer cette mesure auprès des contribuables.

Les agents seront donc amenés à faire face aux nombreuses interrogations légitimes des contribuables. Pour Solidaires Finances Publiques, c'est encore un surcroît de travail qui les attend.

Plus de sollicitations liées à ces nouveautés, moins de moyens dans les services, tous les ingrédients sont là pour que cette campagne s'opère dans les pires conditions malgré la meilleure volonté des agents.

Solidaires Finances Publiques se rendra dans de nombreux sites du département durant toute cette campagne. Il appellera à la mobilisation des agents et s'adressera aux usagers pour que les premiers et les derniers soient considérés comme il se doit.

Pour Solidaires Finances Publiques, le service public est l'affaire de tous. Défendons-le.

Provins, le 18 avril 2017,

Contacts : Sylvie ANSELIN, secrétaire départementale (06 14 26 81 75)
Patrice BREMENT , secrétaire départemental adjoint (06 36 07 03 10)